

Unité départementale du Hainaut
Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie

Zac du Moulin Blanc
BP50158
59230 Saint-Amand-Les-Eaux

Références : V2/2025-325

Code AIOT : 0007001957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2025 dans l'établissement MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie implanté ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 21/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à la réception le 17/07/2025 des résultats du contrôle inopiné EAU réalisé sur les points de rejet n°1 et n°2 qui mettent en évidence la non-conformité des rejets aqueux.

La visite d'inspection aborde les suites données aux constats réalisés lors de l'inspection

précédente du 13/06/2024 sur la thématique des rejets aqueux.

La visite d'inspection porte également sur le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/11/2024 relatif aux moyens de défense incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie
- ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MALAQUIN, implantée à Saint-Amand-les-Eaux, exploite :

- un centre de tri et de regroupement de déchets ménagers et industriels ;
- une déchèterie.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 6 avril 2000. Il a ensuite été autorisé à procéder à l'extension de ses activités par arrêté préfectoral du 22 janvier 2004 complété par arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 novembre 2013 puis du 4 août 2017.

Le site est autorisé à réceptionner 100 000 t/an de déchets non dangereux pour ses activités de tri et de regroupement.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique :

- 2710-1 : Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

Suite aux évolutions de la nomenclature ICPE, le site est désormais soumis à enregistrement (ancien régime : autorisation) au titre de la rubrique :

- 2714 : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| 2 | Surveillance | AP Complémentaire du | Demande d'action corrective | 30 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| | des rejets aqueux | 04/08/2017, article 8.1 | | |
| 3 | Rejets aqueux – Entretien des dispositifs de traitement | AP Complémentaire du 04/08/2017, article 6.3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 30 jours |
| 4 | Valeurs limites d'émission des rejets aqueux | AP Complémentaire du 04/08/2017, article 8.1 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 5 | Valeurs limites d'émission des rejets aqueux (suites) | AP Complémentaire du 04/08/2017, article 8.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------|--|--------------------------|
| 1 | Moyens de défense incendie | AP de Mise en Demeure du 07/11/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prises par l'exploitant concernant les moyens en eaux d'extinction incendie, validées par le SDIS, permettent de satisfaire à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/11/2024. L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'abroger.

L'exploitant assure la surveillance des effluents aqueux du site dont les modalités doivent évoluer :

- en l'absence de précipitations lors d'un contrôle programmé des eaux pluviales ;
- suite à la mise en œuvre de mesures correctives consécutives à un dépassement de valeur limite d'émission afin de s'assurer d'un retour à la conformité.

L'entretien des réseaux et des dispositifs de traitement des effluents aqueux bien que défini n'est pas mis en œuvre de façon préventive et n'est réalisé que de façon curative.
L'entretien programmé des voiries n'est pas instauré.

Ces constats conduisent l'inspection des installations classées à formuler 4 faits avec suites administratives, avec demandes d'action corrective et de justificatif.

La qualité des effluents aqueux a conduit l'exploitant à définir des mesures correctives dont certaines doivent encore être déployées pour lui permettre de maîtriser la qualité de ses rejets aqueux de façon pérenne. Aussi, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission imposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/11/2024, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie |
| Prescription contrôlée : La société MALAQUIN exploitant une installation de tri et de regroupement de déchets industriels et ménagers sise ZAC du Moulin Blanc - 741 rue du Champ des Oiseaux sur la commune de Saint-Amand-Les-Eaux est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2017 susvisé en disposant, en toute circonstance, des besoins en eau d'extinction incendie requis dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. <i>[Article 16.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 Dispositions spécifiques au bâtiment d'extension [...] Un poteau d'incendie (d'un débit de 150 m³/h) est implanté à moins de 200 mètres de ce bâtiment. Une réserve d'eau de 200 m³ doit également être disponible sur la zone d'activité en complément aux débits disponibles sur le réseau d'incendie et à l'eau disponible dans le bassin tampon de l'entreprise. [...]</i> |
| Constats : <u>Constats de la visite d'inspection du 12/06/2023</u> Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023, l'inspection a constaté que les besoins en eau d'extinction incendie requis ne sont pas disponibles (<i>Constat avec suites 1</i>). |

Ces constats ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure dans le rapport d'inspection daté du 15/06/2023 référencé V2/2023-186.

Suites données à la visite d'inspection du 12/06/2023

Par courrier du 14/09/2023, l'exploitant a indiqué être en cours de consultation de prestataires pour la mise à jour de l'étude D9 (dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI)) du site.

Aussi l'exploitant souhaite dans un premier temps réévaluer les besoins en eau pour la DECI vis-à-vis de ceux actuellement prescrits par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017.

Par courrier du 08/11/2023 puis par courriel du 24/11/2023, l'exploitant a transmis :

- la réévaluation des besoins eau pour la défense extérieure contre l'incendie réalisée selon le référentiel D9, à savoir 240 m³/h soit 480 m³ sur 2 heures ;
 - les moyens existants et futurs à mettre en œuvre afin d'assurer ces besoins en eaux d'extinction.
- Il en résulte la nécessité de mettre en place une réserve d'eau incendie supplémentaire d'un volume de 120 m³ (bâche souple) sur le site, pour laquelle l'exploitant a produit un devis.

L'inspection a sollicité l'avis du SDIS sur les éléments transmis par l'exploitant.

L'avis du SDIS du 04/04/2024 fait notamment état des éléments suivants :

- la quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 480 m³ utilisables pendant 2 heures (240 m³/h) ;
- DECI projetée par l'exploitant : 520 m³ avec :
 - . un poteau incendie existant public (référéncé n° 00137) d'un débit de 100 m³/h (200 m³ sur 2 heures) ;
 - . une réserve incendie enterrée existante présente dans la zone industrielle (référéncée n° 00197) d'un volume de 200 m³ ;
 - . une réserve d'eau supplémentaire à mettre en place d'un volume de 120 m³ (bâche souple) sur le site ;
- avis favorable à l'adéquation des moyens prévus par l'exploitant au regard de l'évaluation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie (calcul D9), sous réserve de respecter les prescriptions émises.

Ces prescriptions concernent notamment :

- l'aire de mise en station des engins associée à la réserve incendie souple ;
- les dispositifs d'aspiration de la réserve incendie souple.

Cet avis a été transmis à l'exploitant.

Constats de la visite d'inspection du 13/06/2024

La visite d'inspection du 13/06/2024 a permis de constater que la réserve d'eau incendie de 120

m³ n'a pas été commandée ni a fortiori mise en place, mais a fait l'objet d'un premier devis.

En séance, l'exploitant s'est engagé :

- à intégrer les prescriptions formulées par le SDIS dans sa consultation de prestataires pour la mise en place de la réserve incendie ;
- à signer le bon de commande associé dans les meilleurs délais.

A l'issue de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 04/07/2024, le bon de commande signé le 27/06/2024. En revanche, à la date de rédaction du rapport, aucune date n'a été communiquée à l'inspection pour l'implantation de cette réserve.

En conséquence M. le Préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 07/11/2024.

Par ailleurs, la mise en conformité sur la disponibilité des besoins en eaux d'extinction nécessite, qu'en parallèle, l'exploitant sollicite M. le Préfet pour la prise en compte, dans son autorisation environnementale, des besoins en eaux d'extinction incendie réévalués (*Faits avec demande d'action corrective 1*).

Suites données à la visite d'inspection du 13/06/2024

Par courrier du 08/10/2024 l'exploitant a indiqué que la réserve souple avait été livrée et que les travaux de génie civil associés devaient encore être réalisés.

Par courrier du 08/10/2024 reçu en préfecture le 11/10/2024, l'exploitant a sollicité M. le Préfet pour la prise en compte, dans son autorisation environnementale, des besoins en eaux d'extinction incendie réévalués.

Cette modification des conditions d'exploitation devra donc faire l'objet d'un rapport d'instruction distinct avec proposition d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions de l'article 16.5 l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017.

A noter que l'exploitant a réévalué les besoins en confinement des eaux d'extinction et a sollicité M. le Préfet pour leur prise en compte dans son autorisation environnementale (*Faits avec demandes d'action corrective 2, 3 et 4 de la visite d'inspection du 13/06/2024*).

Par courrier du 05/02/2025 reçu en préfecture le 12/02/2025, l'exploitant a indiqué disposer sur son site d'une réserve d'eau incendie d'un volume de 120 m³ et a produit des photographies en attestant.

L'exploitant a également réitéré sa demande de prise en compte des besoins en eaux d'extinction incendie réévalués.

Par courrier du 08/04/2025 reçu en préfecture le 15/04/2025, l'exploitant a transmis la reconnaissance opérationnelle initiale de ce point d'eau incendie privé (référéncé MAL03) délivrée par le SDIS en date du 07/04/2025.

Constats de la présente visite d'inspection du 20/08/2025

La visite d'inspection du 20/08/2025 a permis de constater :

- la présence sur le site de la réserve d'eau incendie de 120 m³, équipée de 2 dispositifs fixes d'aspiration ;
- la présence d'un poteau incendie public dans la zone industrielle (pour mémoire : débit de 100 m³/h validé par le SDIS) ;
- la présence d'une réserve incendie enterrée dans la zone industrielle d'un volume de 200 m³.

Ainsi la quantité d'eau disponible pour l'extinction en cas de sinistre sur le site s'établit à plus de 480 m³ utilisables pendant 2 heures.

La modification des conditions d'exploitation avec la réévaluation des besoins en eau d'extinction incendie vis-à-vis de ceux actuellement prescrits par l'article 16.5 l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017, validés par le SDIS, et la disponibilité effective de ces moyens permettent de satisfaire à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/11/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 8.1

Eaux pluviales et de ruissellement sur les aires extérieures (eaux pluviales qui rejoint le réseau d'égout d'eaux pluviales de la zone industrielle après passage dans un déshuileur-débourbeur)
Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

| Substances | Concentrations (en mg/l) | Méthode de mesure |
|------------|--------------------------|-------------------|
| MeS | 30 | NF EN 872 |
| DCO | 90 | NFT 90101 |

| | | |
|----------------------|----|---------------------------------|
| | | |
| DBO ₅ | 30 | NFT 90103 |
| Azote global | 10 | NFT 90110- NFT 90013- NFT 90012 |
| Hydrocarbures totaux | 10 | NFT 90114 |
| Métaux totaux | 10 | NFT 90112 |

En outre, le pH sera compris entre 6,5 et 8,5 et la température n'excédera pas 30° C.
L'exploitant contrôlera au moins deux fois par an le respect de ces valeurs limites.

Eaux pluviales dans le courant des mortiers

L'effluent doit respecter à la fois les valeurs limites édictées par l'autorisation de rejet octroyées par le gestionnaire du fossé et les valeurs suivantes :

| Paramètre | Valeur limite de concentration (mg/l) |
|-----------|---------------------------------------|
| DCO | 40 |
| MeS | 35 |

| | |
|----------------------|---|
| | |
| Hydrocarbures totaux | 5 |

L'exploitant contrôlera au moins deux fois par an le respect de ces valeurs limites.

Article 9.3.1

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions prévus à l'article 8.1 sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Constats :

Le site présente les points de rejet suivants réglementés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 :

- un point de rejet n°1 des eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées côté bâtiment de tri, déchetterie et bureaux. Ces effluents sont traités par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau de la zone industrielle ;
- un point de rejet n°2 des eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées côté bâtiment de stockage. Les effluents rejoignent un bassin tampon de 1500 m³, directement ou après traitement par un séparateur à hydrocarbures pour les eaux ruisselant sur les voiries, puis le milieu naturel (courant des mortiers) ;
- un point de rejet des eaux usées domestiques (n°3).

Leur autosurveillance est encadrée par l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 (fréquence, paramètres à analyser et valeurs limites d'émission associées).

Constats de la visite d'inspection du 13/06/2024

Lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, l'exploitant a présenté la fréquence d'autosurveillance associée aux points de rejet des eaux pluviales intégrée dans l'application interne SYNERGIE :

- point de rejet n°1 : **ce point de rejet n'est pas intégré dans l'application ;**
- point de rejet n°2 : fréquence d'autosurveillance semestrielle.

L'exploitant a toutefois indiqué réaliser cette autosurveillance à fréquence semestrielle pour les 2 points de rejet.

Selon ses déclarations, des campagnes de surveillance ont été menées en novembre 2022, avril 2023, octobre 2023 et avril 2024.

Néanmoins la visite d'inspection du 13/06/2024 a permis de constater que l'ensemble des résultats d'autosurveillance depuis 2022 n'a pas été transmis par l'exploitant via GIDAF (*Faits avec demande d'action corrective 7*).

Compte tenu des résultats d'autosurveillance plus que partiels disponibles le jour de la visite du 13/06/2024, l'appréciation de la conformité des résultats complets d'autosurveillance, fera l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées mené distinctement de la présente visite d'inspection.

Suites données à la visite d'inspection du 13/06/2024

Par courriel du 06/09/2024 l'exploitant a indiqué :

- avoir mis à jour son outil SYNERGIE afin d'intégrer la surveillance semestrielle des points de rejets n°1 et 2 et a joint une copie d'écran en attestant ;
- avoir mis à jour le programme de surveillance avec l'ajout du paramètre azote global, oublié lors de la campagne d'avril 2024 ;
- s'organiser pour transmettre l'ensemble des résultats d'autosurveillance depuis 2022 via GIDAF et les résultats ultérieurs.

Par courrier du 08/10/2024, l'exploitant a indiqué avoir télétransmis ses résultats d'autosurveillance via GIDAF, à l'exception de ceux d'avril 2022 en attente d'un retour du laboratoire d'analyses.

Constats de la présente visite d'inspection du 20/08/2025

La visite d'inspection du 20/08/2025 a permis de constater :

- que l'exploitant a télétransmis ses résultats d'autosurveillance via GIDAF obtenus depuis la dernière visite d'inspection du 13/06/2024 et le rattrapage des données qu'il a effectué ;
- que l'exploitant a mené une autosurveillance semestrielle des rejets n°1 et n°2 depuis le second semestre 2022, **à l'exception du premier semestre 2025 pour le rejet n°1 (exclusivement).**

La déclaration GIDAF de l'exploitant pour cette période s'accompagne d'un commentaire « *Regard déchetterie avant rejet n°1 : quantité d'eau insuffisante pour la réalisation d'un prélèvement* » sans que cela n'ait visiblement appelé une action corrective de l'exploitant quant à la réalisation effective de la surveillance des rejets au point n°1 sur le premier semestre 2025, dans le respect des consignes établies, avec la planification d'un nouveau contrôle dès la prévision de précipitations.

- que le programme d'analyse est globalement respecté, **à l'exception de paramètres oubliés pour le point n°1 (exclusivement) lors des campagnes d'avril 2023 (DBO5, azote global, métaux totaux),**

octobre 2023 (DBO5, azote global, métaux totaux), avril 2024 (azote global).

L'inspection estime que le contrôle inopiné mené le 28/05/2025 (cf. point de contrôle 4) peut se substituer à l'autosurveillance du premier semestre 2025 sur le point de rejet n°1 dans la mesure où les paramètres analysés respectent le programme imposé.

En revanche :

Faits avec demande d'action corrective 1 : L'exploitant doit faire évoluer les modalités de son autosurveillance. L'absence de précipitations lors d'un contrôle programmé semestriel des eaux pluviales ne doit pas conduire à attendre le prochain contrôle semestriel mais bien à planifier un nouveau contrôle dès la prévision de précipitations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant précisera les modalités retenues en l'absence de précipitations lors d'un contrôle programmé des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Rejets aqueux – Entretien des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – Entretien des dispositifs de traitement

Prescription contrôlée :

Article 6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017

6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010

Consignes d'exploitation et de sécurité.

[...]

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant

explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

[...]

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

[...]

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 13/06/2024

Compte tenu des résultats d'autosurveillance plus que partiels disponibles le jour de la visite du 13/06/2024, l'inspection s'est concentrée en première approche sur l'entretien préventif des dispositifs de traitement des eaux pluviales avant leur rejet, dans l'attente de l'obtention des résultats complets d'autosurveillance.

La visite du 13/06/2024 a mis en évidence que la fréquence d'entretien des 2 séparateurs à hydrocarbures et des réseaux déclarée comme annuelle par l'exploitant ne fait pas l'objet de consignes et n'est pas respectée (dernier entretien réalisé en janvier 2023).
De plus l'inspection a rappelé que l'entretien des dispositifs de traitement des effluents doit être réalisée selon une fréquence adaptée, notamment au regard des résultats d'autosurveillance.

A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir intégré ce contrôle annuel dans l'application interne SYNERGIE qui permet une programmation des actions d'entretien périodique préventif et leur suivi actif (notification en cas de non-respect de la fréquence). Cependant il a été soulevé que l'application SYNERGIE ne faisait état que de l'entretien annuel d'un séparateur à hydrocarbures alors que le site en comporte 2 (*Faits avec demande d'action corrective 8*) ;
L'exploitant a également transmis le bon de commande signé de juin 2024 pour la réalisation d'un nouvel entretien.

Suites données à la visite d'inspection du 13/06/2024

Par courriel du 06/09/2024 l'exploitant a indiqué :

- avoir mis à jour son outil SYNERGIE afin d'intégrer l'entretien annuel des 2 séparateurs et a joint une copie d'écran en attestant ;
- que l'entretien des séparateurs a été réalisé le 01/07/2024 et a produit les éléments factuels d'entretien.

Constats de la présente visite d'inspection du 20/08/2025

La visite d'inspection du 20/08/2025 a permis de mettre en évidence que si la planification de l'entretien préventif annuel des 2 séparateurs à hydrocarbures figure effectivement dans l'outil SYNERGIE, en revanche que cette périodicité n'a pas été respectée malgré l'alerte générée par l'outil :

- dernier entretien réalisé le 01/07/2024 et faisant déjà suite à une visite d'inspection ;
- prochain entretien prévu le 22/08/2025 selon les déclarations de l'exploitant et consécutif à un dépassement lors d'un contrôle inopiné.

Faits avec demande d'action corrective 2 : L'entretien des dispositifs de traitement des effluents aqueux bien que défini n'est pas mis en œuvre de façon préventive et n'est réalisé que de façon curative.

Faits avec demande de justificatif 1 : L'exploitant transmettra les justificatifs de l'effectivité de l'entretien des 2 séparateurs à hydrocarbures programmé le 22/08/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant justifiera des actions préventives mises en œuvre sur le site pour remédier à l'absence d'entretien préventif annuel des 2 séparateurs à hydrocarbures et éviter qu'elle ne se renouvelle.

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant transmettra les justificatifs de l'effectivité de l'entretien des 2 séparateurs à hydrocarbures programmé le 22/08/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 8.1

Eaux pluviales et de ruissellement sur les aires extérieures (eaux pluviales qui rejoint le réseau d'égout d'eaux pluviales de la zone industrielle après passage dans un déshuileur-débourbeur)
Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

| Substances | Concentrations (en mg/l) | Méthode de mesure |
|------------|--------------------------|-------------------|
| | | |

| | | |
|----------------------|----|---------------------------------|
| MeS | 30 | NF EN 872 |
| DCO | 90 | NFT 90101 |
| DBO ₅ | 30 | NFT 90103 |
| Azote global | 10 | NFT 90110- NFT 90013- NFT 90012 |
| Hydrocarbures totaux | 10 | NFT 90114 |
| Métaux totaux | 10 | NFT 90112 |

En outre, le pH sera compris entre 6,5 et 8,5 et la température n'excédera pas 30° C.
L'exploitant contrôlera au moins deux fois par an le respect de ces valeurs limites.

Eaux pluviales dans le courant des mortiers

L'effluent doit respecter à la fois les valeurs limites édictées par l'autorisation de rejet octroyées par le gestionnaire du fossé et les valeurs suivantes :

| Paramètre | Valeur limite de concentration (mg/l) |
|-----------|---------------------------------------|
| | |

| | |
|----------------------|----|
| DCO | 40 |
| MeS | 35 |
| Hydrocarbures totaux | 5 |

L'exploitant contrôlera au moins deux fois par an le respect de ces valeurs limites.

Constats :

Constats de la visite d'inspection du 13/06/2024

Selon les déclarations de l'exploitant, des campagnes de surveillance des effluents aqueux ont été menées en novembre 2022, avril 2023, octobre 2023 et avril 2024.

Néanmoins la visite d'inspection du 13/06/2024 a permis de constater que l'ensemble des résultats d'autosurveillance depuis 2022 n'a pas été transmis par l'exploitant via GIDAF (*Faits avec demande d'action corrective 7*).

Compte tenu des résultats d'autosurveillance plus que partiels disponibles le jour de la visite du 13/06/2024, l'appréciation de la conformité des résultats complets d'autosurveillance, fera l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées mené distinctement de la présente visite d'inspection.

Suites données à la visite d'inspection du 13/06/2024

Par courrier du 08/10/2024, l'exploitant a indiqué avoir télétransmis ses résultats d'autosurveillance via GIDAF, à l'exception de ceux d'avril 2022 en attente d'un retour du laboratoire d'analyses.

Résultats du contrôle inopiné du 28/05/2025

Un contrôle inopiné EAU a été réalisé sur les points de rejet n°1 et n°2 le 28/05/2025 par l'organisme de contrôle IRH et met en évidence la non-conformité des rejets aqueux (rapport de contrôle référencé n°NPCP250196-25-188-R0 daté du 17 juillet 2025 reçu à la même date) :

Point de rejet n°1 :

| Paramètre | Type de mesure | Valeur Contrôle inopiné | Valeur Limite d'Emission |
|-----------|----------------|-------------------------|--------------------------|
|-----------|----------------|-------------------------|--------------------------|

| | | | |
|-----|---------------|-------------------------|---------------------------------|
| | | inopiné | d'Emission APC du 04/08/2017 |
| MES | Concentration | <u>165 mg/l</u> | 30 mg/l |
| DCO | Concentration | 179 mgO ₂ /l | 90 mg/l |

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

Point de rejet n°2 :

| Paramètre | Type de mesure | Valeur Contrôle inopiné | Valeur Limite d'Emission APC du 04/08/2017 |
|-----------|----------------|----------------------------|--|
| MES | Concentration | <u>83 mg/l</u> | 35 mg/l |

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

La visite d'inspection du 20/08/2025 fait suite à la réception de ces résultats non-conformes le 17/07/2025.

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a été invité, par courrier du 21/07/2025, à indiquer à l'inspection des installations classées :

- les raisons qui ont conduit à ces dépassements, et les actions correctives mises en place pour y remédier ;
- les actions préventives mises en place pour éviter que ces dépassements ne se renouvellent.

Par courrier du 01/08/2025 reçu le 04/08/2025, l'exploitant a transmis des éléments de réponse.

Constats de la présente visite d'inspection du 20/08/2025

Point de rejet n°1

La visite d'inspection du 20/08/2025 a permis :

- d'échanger sur les réponses apportées par l'exploitant dans son courrier du 01/08/2025 ;
- d'examiner plus largement la qualité des rejets aqueux au travers des résultats commentés de

l'autosurveillance menée et transmise par l'exploitant qui montre des dépassements récurrents et importants (seuls les paramètres objets de dépassement sont repris dans le tableau de synthèse suivant) :

| Paramètre | 04/2023 | 10/2023 | 04/2024 | 11/2024 | 04/2025 | 05/2025 Contrôle inopiné | Valeur Limite d'Emission APC du 04/08/20 17 |
|------------------|-------------------------|-------------------------|-----------|-------------------|-------------------------|--------------------------------|--|
| MES | 57 | <u>73</u> | 37 | <u>210</u> | Absence de mesure | <u>165</u> | 30 mg/l |
| DBO5 | Absence de mesure | Absence de mesure | 20 | <u>83</u> | Absence de mesure | 5,2 | 30 mg/l |
| DCO | <u>212</u> | <u>243</u> | 69 | <u>300</u> | Absence de mesure | 179 | 90 mg/l |
| Métaux totaux | Absence de mesure | Absence de mesure | 3 | 15,2 | Absence de mesure | 10 | 10 mg/l |

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

L'examen des commentaires apportés par l'exploitant dans GIDAF à chacun des dépassements identifiés lors de l'autosurveillance met en évidence que l'exploitant a pris ou prévu les mesures correctives suivantes :

- avril 2023 : « *Curage des débourbeurs* ».

Observation 1 : A noter que les commentaires apportés ne précisent pas si l'action corrective présentée a déjà été prise ou est prévue. L'exploitant veillera à bien le préciser.

Par ailleurs, selon les éléments établis lors de la visite d'inspection du 13/06/2024, un entretien des séparateurs a été fait en janvier 2023 puis en juillet 2024. **Observations 2** : Les résultats de l'autosurveillance d'avril 2023 n'ont donc pas conduit au « *Curage des débourbeurs* » tel qu'indiqué. Les commentaires associés doivent permettre à l'inspection de tracer les mesures

effectivement prises par l'exploitant pour s'assurer de la maîtrise de ses émissions et le respect des VLE imposées.

- octobre 2023 : « Nettoyage des abords du débourbeur » ;

- avril 2024 : « Les 2 séparateurs du site ont été nettoyés le 1er juillet » ;

- novembre 2024 :

« Dépassements liés à la présence du parc à bennes et de l'alvéole de stockage de métaux en extérieur, déplacement de l'alvéole de stockage des métaux en intérieur » ;

« Réfection d'une partie du réseau n°1 dans le cadre de la vente de la déchetterie au SIAVED avec mise en place d'un nouveau séparateur hydrocarbures ».

- avril 2025 : « Regard déchetterie avant rejet n°1 : quantité d'eau insuffisante pour la réalisation d'un prélèvement ».

Par ailleurs, lors de la visite l'exploitant a indiqué :

- que les réseaux et les séparateurs doivent faire l'objet d'un curage le 22/08/2025 suite aux résultats du contrôle inopiné. Interrogé sur leur entretien préventif, l'exploitant a reconnu que la fréquence annuelle de nettoyage préventif planifiée au travers de l'outil SYNERGIE n'avait pas été respectée (cf. point de contrôle 3) ;

- que le site était en cours de réorganisation globale des flux de déchets gérés :

- déplacement (à venir) du parc à bennes et réduction du nombre de bennes. La visite terrain a permis d'apprécier la réduction effective du nombre de bennes présentes ;
- réduction du trafic de camions associé à ces bennes ;
- imperméabilisation (à venir) supplémentaire de la zone des bennes ;
- déplacement de l'alvéole extérieure « gravats » et diminution (à venir) des flux de gravats gérés sur le site au profit d'un autre site du Groupe ;
- séparation des réseaux eaux pluviales de la déchetterie et du centre de tri dans le cadre de la cession prochaine des activités de déchetterie au SIAVED avec installation d'un nouveau séparateur à hydrocarbures, mise en œuvre de « panier de rétention » au niveau des nouveaux avaloirs (dégrillage des matières grossières) et mise en place d'un nouveau regard de prélèvement des effluents. La visite terrain a permis de constater que ces travaux de séparation des réseaux étaient effectivement en cours et d'observer le nouveau séparateur à hydrocarbures en attente d'installation ;
- nettoyage (à venir) plus régulier des zones sensibles. L'exploitant a indiqué procéder à un balayage des zones à la demande mais ne pas avoir mis en place de routine de nettoyage.

Selon l'exploitant, la mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures techniques et

organisationnelles permettront de maîtriser les émissions aqueuses du site et de respecter les VLE imposées.

L'inspection des installations classées souligne qu'au travers des résultats de l'autosurveillance et des différents éléments présentés par l'exploitant lors de la visite d'inspection qu'il ressort :

1- que la qualité des effluents aqueux est directement en lien avec l'état des voiries, des réseaux et des dispositifs de traitement des effluents.

Un entretien préventif des réseaux et des séparateurs à hydrocarbures doit donc être mis en œuvre selon une fréquence de nettoyage adaptée, notamment au regard des résultats d'autosurveillance. Ce point avait déjà été soulevé lors de la visite d'inspection précédente du 13/06/2024. Les dépassements constatés appellent donc a minima à respecter la fréquence annuelle d'entretien préventif définie (cf. point de contrôle 3) voire à la renforcer.

Un entretien des voiries selon une fréquence de nettoyage adaptée doit également être instauré.

2- que lors d'une opération curative de nettoyage des réseaux et des dispositifs de traitement des effluents, déclenchée par un résultat de mesure des effluents non conforme, que l'exploitant ne s'assure pas, au travers d'un nouveau contrôle, du bénéfice apporté par l'opération de nettoyage sur la qualité des effluents et du retour à la conformité avec le respect des VLE.

3- que ce même constat d'absence de vérification de l'efficacité d'une mesure corrective sur la qualité des effluents peut être fait pour les autres actions mises en œuvre (déplacement d'un stockage sous abri par exemple) ;

4- que l'absence de précipitations lors d'un contrôle programmé semestriel des eaux pluviales ne doit pas conduire à attendre le prochain contrôle semestriel mais bien à planifier un nouveau contrôle dès la prévision de précipitations (cf. point de contrôle 2).

Constats avec suite 1: Les effluents aqueux au point de rejet n°1 ne respectent pas les VLE imposées.

En l'absence de résultats d'analyses supplémentaires, le bénéfice apporté par la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelle déjà prises par l'exploitant sur la qualité des rejets aqueux n'a donc pas pu être apprécié lors de la visite. De plus d'autres mesures doivent encore être déployées pour permettre à l'exploitant de maîtriser la qualité de ses rejets aqueux de façon pérenne.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 8.1

Eaux pluviales et de ruissellement sur les aires extérieures (eaux pluviales qui rejoint le réseau d'égout d'eaux pluviales de la zone industrielle après passage dans un déshuileur-débourbeur)
Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

| Substances | Concentrations (en mg/l) | Méthode de mesure |
|----------------------|--------------------------|---------------------------------|
| MeS | 30 | NF EN 872 |
| DCO | 90 | NFT 90101 |
| DBO ₅ | 30 | NFT 90103 |
| Azote global | 10 | NFT 90110- NFT 90013- NFT 90012 |
| Hydrocarbures totaux | 10 | NFT 90114 |
| Métaux totaux | 10 | NFT 90112 |

En outre, le pH sera compris entre 6,5 et 8,5 et la température n'excédera pas 30° C.

L'exploitant contrôlera au moins deux fois par an le respect de ces valeurs limites.

Eaux pluviales dans le courant des mortiers

L'effluent doit respecter à la fois les valeurs limites édictées par l'autorisation de rejet octroyées par le gestionnaire du fossé et les valeurs suivantes :

| Paramètre | Valeur limite de concentration (mg/l) |
|----------------------|---------------------------------------|
| DCO | 40 |
| MeS | 35 |
| Hydrocarbures totaux | 5 |

L'exploitant contrôlera au moins deux fois par an le respect de ces valeurs limites.

Constats :

(Suites)

Point de rejet n°2

La visite d'inspection du 20/08/2025 a permis d'examiner la qualité des rejets aqueux au travers des résultats commentés de l'autosurveillance menée et transmise par l'exploitant (seul le paramètre objet de dépassement est repris dans le tableau de synthèse suivant) :

| Paramètre | 04/2023 | 10/2023 | 04/2024 | 11/2024 | 04/2025 | 05/2025 Contrôle inopiné | Valeur Limite d'Emission |
|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|--------------------------------|--------------------------------|
| | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|-----|---|---|---|---|---|-----------|-------------------------------|
| | | | | | | | n APC du 04/08/20 17 |
| MES | 2 | 2 | 1 | 2 | 4 | <u>83</u> | 35 mg/l |

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

Les résultats de la surveillance des effluents ne montrent qu'un dépassement identifié lors du contrôle inopiné de mai 2025.

Selon les déclarations de l'exploitant, les réseaux et les séparateurs devaient faire l'objet d'un curage le 22/08/2025 suite aux résultats du contrôle inopiné.

Faits avec demande de justificatif 2: l'exploitant justifiera de la conformité de ses rejets d'eaux pluviales au point n°2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant justifiera de la conformité de ses rejets d'eaux pluviales au point de rejet n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours